



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES REDD-PLUS: RAPPORT DU BASSIN DU CONGO

PROGRAMME CARBONE FORESTIER, MARCHÉS ET COMMUNAUTÉS (FCMC)

OCTOBRE 2014



Cette publication a été réalisée pour soumission à l'examen de l'Agence des États-Unis pour le développement international par Tetra Tech ARD, au titre d'un ordre de service dans le cadre du contrat à quantité indéfinie Prospérité, Moyens d'existence et Conservation des Écosystèmes (PLACE) (contrat USAID No. EPP-I-00-06-00008-00, numéro d'ordre AID-OAA-TO-11-00022).

Tetra Tech
159 Bank Street, Suite 300
Burlington, Vermont 05401 USA
Téléphone : (802) 658-3890
Fax : (802) 658-4247
Courriel : international.development@tetratech.com
www.tetratechintdev.com

Personnes à contacter chez Tetra Tech :
Ian Deshmukh, principal conseiller/directeur technique
Courriel : ian.deshmukh@tetratech.com

Forest Carbon, Markets and Communities (FCMC) Program
1611 North Kent Street
Suite 805
Arlington, Virginia 22209 USA
Téléphone : (703) 592-6388
Fax : (866) 795-6462

Stephen Kelleher, Chef de mission
Courriel : stephen.kelleher@fcmglobal.org

Olaf Zerbock, Représentant de l'agent de négociation des contrats de l'USAID
Courriel : ozerbock@usaid.gov

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a lancé le Programme Carbone forestier, marchés et communautés (FCMC) afin d'aider ses missions, les gouvernements partenaires, les parties prenantes locales et internationales à créer et mettre en œuvre des initiatives REDD+. Les services de FCMC incluent l'analyse, l'évaluation, des outils et des recommandations visant à appuyer la conception de programmes, ainsi que des matériels de formation et la préparation et l'animation de réunions et d'ateliers qui confortent les contributions du gouvernement des États-Unis à l'architecture internationale de la REDD

ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES REDD-PLUS: RAPPORT DU BASSIN DU CONGO

PROGRAMME CARBONE FORESTIER, MARCHÉS ET COMMUNAUTÉS (FCMC)

OCTOBRE 2014

AVIS DE NON RESPONSABILITÉ

Les vues de l'auteur exprimées dans cette publication ne représentent pas nécessairement les vues de l'Agence des États-Unis pour le développement international, ou celles du gouvernement des États-Unis.

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION	2
OBJECTIFS DE L'ATELIER	3
PRESENTATION ET CONCLUSIONS	3
CONCLUSIONS	4
DANS LA CONCEPTION ET LA PREPARATION, UN-REDD UTILISE DEUX OUTILS.....	5
CONCLUSIONS	5
LIENS ENTRE LES DEUX APPROCHES	7
CONCLUSIONS	9
TRAVAUX EN GROUPE	10
CONCLUSIONS	11
ANNEXE I – PROGRAMME DE L’ATELIER	12

INTRODUCTION

En vue d'assurer la fiabilité environnementales et sociales dans le processus REDD+ et de préparer les membres de la société civile et les négociateurs des gouvernements des pays d'Afrique Centrale dans la compréhension des négociations, il s'est tenu à Brazzaville le 10 octobre 2014 un atelier de renforcement des capacités sur les Système d'Information des Sauvegardes REDD+ dans le Bassin du Congo. L'Atelier était organisé par FCMC en collaboration avec USFS, PFBC, UICN, le secrétariat exécutif de la COMIFAC, et le gouvernement de la république du Congo.

OBJECTIFS DE L'ATELIER

Les objectifs de cet atelier étaient de :

- Clarifier les fondements internationaux des systèmes d'informations sur les sauvegardes;
- Améliorer la compréhension du rôle des SIS dans le cadre de l'approche des sauvegardes d'échelle nationale;
- Faire part des nouvelles expériences et bonnes pratiques SIS dans les pays du monde entier;
- Examiner le rôle des différentes parties prenantes dans les bonnes pratiques SIS, y compris l'ampleur des questions de genre;
- Faire le bilan des progrès SIS dans la région du bassin du Congo : éléments importants et recommandations.

L'atelier était modéré par Monsieur Abouem A Tchoyi David.

PRESENTATION ET CONCLUSIONS

1) La première oratrice Joanna Durbin a fait sa présentation sur : « Les Fondations Internationales pour les systèmes d'information sur les sauvegardes REDD+ ».

Cette allocution a fait ressortir les impacts potentiels de la REDD+ dans sa mise en œuvre vis-à-vis des communautés locales. L'importance des sauvegardes consiste *inter alia* à s'assurer que les questions sociales et environnementales soient prises en compte dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre du programme REDD+. Les sauvegardes font la promotion des bonnes pratiques dans la mise en application du processus REDD+ depuis sa conception à Cancun au Mexique en 2010. 194 pays ont déjà adopté le cadre des sauvegardes. Les 7 sauvegardes REDD+ couvrent 4 thèmes, qui sont :

- La gouvernance ;
- Le fait de ne pas causer de dommage: le respect des droits et coutumes des populations autochtones, et le respect des connaissances des communautés locales;
- Les avantages multiples : les activités se font en conformité avec la conservation des forêts naturelles ; il faut donc assurer les autres avantages environnementaux et sociaux que fournissent les forêts;
- Assurer une atténuation efficace: réduire les déplacements d'émission dans d'autres zones (fuite d'émission).

A Cancun, dans le cadre des sauvegardes REDD+ les pays avaient convenus de mettre en place un système d'information sur les sauvegardes. Il y a un résumé à produire par les gouvernements

qui doit être soumis à la CCNUCC. Ce résumé est une condition *sine qua none* pour recevoir les paiements basés sur les résultats.

CONCLUSIONS

Il est ressorti clairement que;

a- Le Système d'Information des Sauvegardes (SIS) est très différent des communications nationales qui véhiculent les informations au Secrétariat.

Le SIS tend à préserver l'espace naturelle qu'il ne faut pas raser; la convention stipule qu'il ne faut pas convertir la forêt.

b- Les conséquences d'une implantation d'espèces non locales ne sont pas encore bien élucidées. A cet effet, des questions ouvertes sur les sauvegardes de la REDD+ en relation avec la conversion des forêts naturelles seront débattues dans les instances internationales, notamment à Lima.

c- Il n'y a pas de différences de fond entre les systèmes de communication qui existent au niveau national (avec tous les détails) et le résumé qui ne contient pas trop de détails, mais qui constitue une condition pour le paiement.

2) La Deuxième présentation, faite toujours par Joanna Durbin portait le « Développement du SIS dans le cadre de l'approche pays des sauvegardes ».

Cette présentation a montré comment les pays sont en train d'aborder le développement du SIS. Pour cela, il est important de placer le SIS dans le contexte de respect des sauvegardes. Pour une approche pays des sauvegardes, les institutions formelles et informelles sont importantes pour assurer une conception et une mise en œuvre juste et efficace de certains éléments. Les politiques, les lois et les réglementations donnent un cadre normatif. Le système d'informations des sauvegardes définit les indicateurs, les méthodologies et un cadre de reporting. Les processus et procédures participent à l'élaboration des éléments tels que la consultation, l'accès à l'information, les évaluations stratégiques, analyses, registre de mise en œuvre.

La présentation a aussi insisté sur les différentes étapes du développement d'un système d'information des sauvegardes ont été abordées. Le système n'est pas figé, il y a plusieurs manières d'y arriver; cette approche pays des sauvegardes doit partir de ce qui existe déjà dans le pays, en fonction du contexte et des circonstances. Il est bon de voir comment les contributions internationales peuvent enrichir les apports nationaux. L'approche pays des sauvegardes doit décider qui doit participer, quand et comment. Elle définit le type d'information à collecter, comment l'analyser et comment faire le rapport, et comment utiliser les données collectées. Sur le plan international, des apports potentiels au développement d'une approche pays des sauvegardes sont fournis par **Forest Carbon Partnership Facility (FCPF) parmi d'autres.**

Dans la conception et la préparation d'une soumission pour l'appui technique et financier du FCPF il faut fournir une Evaluation Stratégique Sociale et Environnementale (ESSE). C'est un processus itératif d'analyse et de consultation pour améliorer la conception basée sur les

sauvegardes de la Banque Mondiale et les problèmes identifiés pendant le processus. La mise en œuvre se fait dans le Cadre de Gestion Sociale et Environnementale (CGES). C'est un cadre d'élaboration des plans pour atténuer et gérer les risques en matière de sauvegardes de la Banque Mondiale.

DANS LA CONCEPTION ET LA PREPARATION, UN-REDD UTILISE DEUX OUTILS

-Outil d'Approche Pays des Sauvegardes (OAPS) qui est un questionnaire progressif et graduel pour soutenir la planification au niveau pays sur des actions afin de développer une approche pays des sauvegardes conformément à la de CCNUCC.

-Outil de Risques et Avantages (ORA) qui est un questionnaire progressif et graduel pour aider à identifier les risques et les bénéfices (avantages) des actions REDD+ planifiées sur la base des sauvegardes de Cancun, et pour faire une analyse du gap existant dans les politiques, les lois et les réglementations.

La mise en œuvre se fait par des Principes et Critères Sociaux et Environnementaux (PCSE) qui est un cadre d'orientation pour aborder les questions sociales et environnementales dans les programmes nationaux ONU-REDD et aider les pays à élaborer une approche nationale des sauvegardes en conformité avec la CCNUCC Bert; d'autres outils seront développés pour leur application.

REDD-SES: La conception, la préparation et la mise en œuvre se fait par des Standards sociaux et environnementaux REDD+, qui est un cadre complet utilisé à travers un processus multi-acteur mené par le pays pour créer des indicateurs spécifiques au pays et pour évaluer la performance pour le suivi et la communication des processus et impacts sociaux et environnementaux tout au long de la mise en œuvre.

La conception et la préparation se font à travers les Directives de l'Approche Pays des Sauvegardes (APS), ce sont des directives pour le développement d'un cadre d'observation, institutionnel et légal aux fins de se conformer aux sauvegardes CCNUCC d'une manière qui corresponde aux contextes et circonstances du pays, en se basant sur un cadre et un système gouvernemental existant.

CONCLUSIONS

Il est ressorti clairement que:

a) Lorsque l'élaboration est dispersée, des complémentarités et des contradictions peuvent apparaître entre les outils. Ce qu'il faut rechercher, c'est de trouver un arrangement. Il y a donc lieu d'utiliser toutes les complémentarités de tous les outils, car il n'est pas souhaitable d'utiliser un seul outil. Le Système d'information sur les sauvegardes ne doit pas être développé uniquement pour donner les informations à la CCNUCC. Ces informations peuvent provenir d'une enquête nationale ou d'un système protégé, mais doivent aider à améliorer le programme.

b) La mise en place le SIS pays nécessite d'abord à une identification des systèmes, à l'établissement des arrangements institutionnels et penser à la gouvernance. Il

importe donc d'observer les notions suivantes: l'identification des indicateurs, la planification des collectes et l'analyse des informations, la définition de l'élaboration des rapports et l'utilisation d'information, et l'avantage d'un système d'information sur les sauvegardes. Quant au système d'information, il est utile pour informer la CCNUCC, l'Etat, la société civile. L'analyse des coûts de mise en œuvre sur les sauvegardes de la REDD+ est inexistante, cependant les pays doivent intégrer dans leur budget, les couts de conception, préparation et mise en œuvre des sauvegardes de REDD+.

c) Les exploitations forestières suivent des standards pour l'exploitation du bois. Des sociétés indépendantes font des auditions et des contrôles sur le terrain pour la certification du bois. Maintenant on veut une certification pour le crédit carbone, basé sur le même principe, mais la différence avec la certification de l'exploitation forestière est que la certification du crédit carbone REDD+ n'implique pas exploitation.

d) En ce qui concerne les sauvegardes, point n'est besoin de construire quelque chose de nouveau, mais plutôt démontrer que ce que vous avez, peut servir de base pour construire une approche sauvegarde spécifique au pays qui soit utile pour le pays.

3) La TROISIEME présentations sur l'« **Ampleur des questions de genre dans le cadre des sauvegardes et SIS REDD plus** » a été fait par Mme Cécile Ndjebet :

Elle a commencé avec la définition du concept 'genre'. Trois définitions ont été proposées:

- Répartition des rôles masculins et féminins
- Rôle des responsabilités aux hommes et aux femmes
- Rôle et division du travail basé sur la relation de travail

Le genre réfère aux relations entre hommes et femmes par rapport aux types d'activités exercés. Il y a une différence entre *genre* et *sexe*. Le genre a une connotation sociologique tandis que le sexe a une connotation biologique.

On peut appliquer la notion de genre dans les 4 thèmes que couvrent REDD+. Dans la gouvernance, le genre intervient pour la gestion et les responsabilités partagées. Les sauvegardes doivent intégrer la dimension genre dans le processus REDD+. Le genre est une construction sociologique de ce que nous faisons en tant que homme et femme. Par exemple, dans le pouvoir de prendre une décision, quelle est l'implication des uns et des autres ?

Pourquoi intégrer le genre dans le SIS ? Parce que le SIS informe et alimente le processus REDD+ et y met les spécificités des hommes et des femmes. Les femmes sont les principales utilisatrices des forêts, le SIS doit donc informer cette couche de la population. De même, le rôle et la caractéristique du pouvoir influence les relations entre les hommes et les femmes et entre les groupes. L'ONU-REDD a mis la question du genre dans tous les programmes dans le souci de soutenir les faibles afin de garantir leur inclusion et engagement.

En conclusion, le genre c'est pour la participation, la prise en compte, la suppression des inégalités et l'engagement de tous. L'aspect *genre* doit apparaitre dans les préoccupations, les formulations de chaque groupe ou catégorie des parties prenantes: que s'implique tout le monde dans toutes les phases des processus REDD et dans les SIS. Le RPP a

pris en compte le problème du genre. Des outils, des approches et des méthodologies ont été mises en place et adoptés, pour que dans les sauvegardes, les femmes rurales prennent part au processus REDD+ et dans les systèmes d'information sur les sauvegardes.

4) La QUATRIEME présentation a été celle de **Tom Blomley** sur: « **Etude de cas : Expériences concernant l'élaboration de l'approche de sauvegarde nationale et les SIS en Papouasie Nouvelle Guinée** ».

Ici, il y a nécessité de réviser les politiques, lois et réglementations pour faire ressortir les obligations et priorités nationales et internationales. Le renforcement des capacités doit prendre en compte l'établissement des calendriers des buts nationaux et internationaux:

- Le processus d'élaboration de la stratégie ;
- Les politiques élaborées à l'appui de la REDD+.

L'agenda national est primé par rapport à l'agenda international. L'approche acceptée par le gouvernement et la société civile est celle de l'élaboration des sauvegardes, de l'objectif des PNG qui présente deux pistes :

- Approche juridique et réglementaire, c'est-à-dire légale ;
- Approche volontaire avec utilisation des standards REDD+, c'est-à-dire par les principes, critères et les indicateurs.

On peut avoir de bonnes lois, mais l'application de ces lois est faible. Il est bien d'avoir des lois dans un pays, mais l'application est importante. Les principes nous poussent à les respecter pour se conformer avec les organismes de facilitation: prendre en compte cette dimension balise le chemin à parcourir.

LIENS ENTRE LES DEUX APPROCHES

Est-ce mauvais d'avoir deux approches ? Est-ce un double travail ou un travail en parallèle?

Les indicateurs à court terme nous donnent des indications sur les résultats. L'implication des parties prenantes s'est faite de la manière suivante. Un groupe de travail technique a été créé avec un mandat spécial pour la mise en application, une représentativité de 50-50% entre le gouvernement et la société civile, avec la présence du secteur privé. La préparation des parties prenantes s'est faite sur la base d'un groupe de travail qui avait un sous groupe de travail, répartis en cinq ateliers régionaux.

Les défis sont d'engager des gens sur le processus alors qu'ils n'y connaissent pas grand-chose. Les préoccupations des parties prenantes dans le processus étant de finaliser les bonnes pratiques et décourager les mauvaises. A présent un draft est écrit sur une série préliminaire de principes et critères:

- Présentation et endossement provisoire des principes et critères
- Présentation et discussion des principes et critères

Les ateliers régionaux sont le lieu où les modifications sont proposées. Des réformes juridiques et réglementaires sont en cours.

5) Dans la CINQUIEME présentation Joanna Durbin est revenue pour une communication sur: « Expériences et leçons apprises sur les SIS de 15 pays participants à l'initiative REDD+ SES »

Nous avons ici l'inventaire des pays avec les réalisations ou les étapes déjà atteintes.

Brésil : Dans un Etat, le rapport d'évaluation a été reçu par les parties prenantes avant d'être approuvé. Les sauvegardes sont abordées. Dans un autre Etat, ils sont à l'étape de collecte de l'information

Népal : Ils ont mis en place le plan de suivi des indicateurs

Guatemala et Chili : Le plan est intégré. Les progrès réalisés dans pays sont les suivants. Ces deux pays utilisent REDD+ SES pour les aider à surveiller sur les sauvegardes. Ils ont une approche multi-acteurs, utilisant des principes, critères et indicateurs. Dans le contexte de chaque pays, ils aident les parties prenantes des pays à comprendre le processus des Systèmes de Sauvegardes.

RDC : Il y a eu la mise en place d'un guide de bonnes pratiques REDD+ SES pour les systèmes d'information sur les sauvegardes.

Equateur : Le pays utilise REDD+ SES comme projet pilote. La stratégie nationale de REDD+ est importante pour comprendre l'utilisation de REDD+. Les mesures d'atténuation sont abordées.

Mexique : Le pays a adopté une approche nationale des sauvegardes dans un cadre constitutionnel

Pérou : Ils sont en train de travailler REDD+ SES, des projets-pilotes dans la région.

Indonésie : Dans deux provinces, ils ont défini des indicateurs et des zones d'échantillonnage. Dans les procédures, les parties prenantes et les communautés locales participent à la surveillance.

Brésil : Le développement d'un rapport d'étape est en cours. Il ya eu création de trois conseils du gouvernement et de la société civile. Ce sont des conseils consultatifs préalables à tout rapport qui doit aller à l'Etat, ils utilisent REDD+ SES. Les populations autochtones ne sont pas très bien représentées. Le groupe de travail autochtone donne des conseils au gouvernement, il donne une voix aux différents groupes qui étaient marginalisés

Les leçons générales apprises sont les suivantes:

- La REDD+ SES n'est pas un outil seulement pour le secteur forestier, c'est un outil pour tout le monde: le pays, le gouvernement, la société civile, les parties prenantes

- La cartographie des parties prenantes est importante pour mieux les intégrer au processus
- Le renforcement des capacités de la société civile doit se faire pour qu'elle s'engage davantage
- Il faut adapter les concepts au niveau local
- Il faut prioriser un type d'indicateurs au début, surtout lorsqu'on n'a pas de fonds nécessaires pour lancer tout le programme des SIS
- Il faut établir un bon lien entre le niveau national et le niveau international

CONCLUSIONS

Il ressort dans les quatre dernières présentations que:

a) Les sauvegardes s'appliquent avec la stratégie nationale sur le plan national. Un budget est nécessaire et, il n'est point besoin de convertir la forêt naturelle. Notons qu'il y a une marge d'interprétation pour chaque pays en ce qui concerne la notion de forêt naturelle. **Conseil aux participants:** "Dans votre pays, analysez quelles sont vos priorités en termes de conservation et comment REDD+ peut vous aider à bâtir un bon système d'information des sauvegardes" (Joanna Durbin).

TRAVAUX EN GROUPE

Les participants ont été ensuite repartis en groupe par pays. Le premier group comprenaient : Le Cameroun, le Congo-Brazzaville, la Centrafrique et Sao Tomé et Príncipe, La RDC, et le dernier groupe était constitué par les représentants de la Guinée Equatoriale, du Gabon, du Rwanda et du Burundi.

Les Termes de Références de chaque groupe étaient de donner :

- l'état d'avancement des progrès (ce qui a été fait)
- les défis rencontrés (les problèmes)
- les prochaines étapes (la solution)

Il faut noter que pour chaque point, il était question de fournir des informations suivants sur l'élaboration d' /Système d'Information sur les Sauvegardes APS/SIS :

- Définition des objectifs de l'approche pays des sauvegardes
- Analyse des lacunes des politiques, lois, réglementations et procédures existantes
- Définition d'un mécanisme de règlement des griefs et réparation
- Développement d'un système d'information sur les sauvegardes
- Etablissement des arrangements institutionnels et de la gouvernance du APS/SIS.

Un questionnaire sur le SIS a été fourni aux les participants pour remplissage.

Nous avons assisté à la restitution des groupes-pays. Il ressort de tous les pays, aussi bien pour ceux qui sont avancés que:

- Le Système d'Information sur les Sauvegardes (SIS) est accepté par tous ;
- Le RPP est un document de base important pour avancer dans la direction de mise en place du SIS ;
- Des réformes sont nécessaires sur le plan institutionnel ;
- Les secteurs minier, forestier, agricole doivent s'adapter pour être en phase avec les sauvegardes de la REDD+ ;
- Toutes les parties prenantes doivent s'impliquer par l'information, la formation et le renforcement des capacités ;
- Les conflits et les réparations doivent trouver un cadre de résolution sans heurts ;
- Les bonnes pratiques sont à promouvoir et les mauvaises pratiques sont à bannir.

CONCLUSIONS

Il faut noter qu'au terme de cet atelier, les membres de la société civile et les négociateurs REDD+ des pays d'Afrique Centrale ont été édifiés sur les fondements internationaux des systèmes d'informations sur les sauvegardes, le rôle des SIS dans le cadre de l'approche des sauvegardes d'échelle nationale, de nouvelles expériences et bonnes pratiques SIS dans les pays du monde entier, le rôle des différentes parties prenantes dans les bonnes pratiques SIS, y compris l'ampleur des questions de genre et le bilan des progrès SIS dans la région du bassin du Congo : éléments importants et recommandations. L'atelier a été clôturé par les remerciements de Diane Russel, responsable du panel des facilitateurs à l'endroit des participants et de toutes les personnes qui ont aidé à la réussite de cet atelier.

ANNEXE I – PROGRAMME DE L'ATELIER

FCMC : Fiabilité environnementale et sociale REDD-plus

Atelier de renforcement des capacités des Systèmes d'information sur les sauvegardes (SIS)

10 Octobre, Brazzaville

Contexte :

Cet atelier fournira aux points focaux (négociateurs du nouveau régime climat), aux Coordonnateurs REDD+, ainsi qu'aux organisations de la société civile d'Afrique centrale, de plus grandes connaissances de la REDD+ dans le contexte de l'Afrique centrale.

Pour les négociateurs, l'atelier passera en revue les récentes décisions prises dans les années récentes pour le REDD+ et en rapport avec la REDD+, avec une focalisation sur les sept décisions prise à Varsovie. L'atelier donnera aussi des informations sur les questions techniques imminentes qui sont sur le table pour la vingtième Conférence des Parties (COP20) de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) qui aura lieu à Lima, Pérou.

Pour la société civile, l'atelier renforcera son rôle au sein de la REDD+ et montrera comme elle a évolué, ainsi que son existence actuelle, dans le cadre des négociations internationales et des études de cas nationales.

Les participants incluront 1) les négociateurs, servant de points de coordination pour le changement climatique et la REDD+, provenant de pays de l'Afrique centrale et 2) les représentants des organisations de la société civile incluant CEFDHAC (femmes, jeunes et communautés locales et autochtones).

L'atelier est organisé conjointement par le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC, la Facilitation US du PFBC, le Service Forestier des Etats-Unis (USFS), USAID, le Forest Carbon Markets and Communities Program (FCMC), et L'UICN avec l'appui du gouvernement Norvégien.

Objectifs

1. Clarifier les fondements internationaux des systèmes d'information sur les sauvegardes
2. Améliorer la compréhension du rôle des SIS dans le cadre de l'approche de sauvegardes d'échelle nationale
3. Faire part des nouvelles expériences et bonnes pratiques SIS dans les pays du monde entier
4. Examiner le rôle des différentes parties prenantes dans les bonnes pratiques SIS, y compris l'ampleur des questions de genre
5. Faire le bilan des progrès SIS dans la région du bassin du Congo : éléments importants et recommandations

Heure	Durée		Activité
9.00	30	1	Accueil, objectifs de l'atelier et présentations
9.30	20	2	Fondements internationaux des Systèmes d'information sur les sauvegardes REDD-plus
9.50	50	3	Elaboration des SIS dans le cadre de l'approche de sauvegardes d'échelle nationale
10.40	20		Pause
11.00	90	4	Travaux de groupe : les équipes nationales identifient les progrès, les défis et les leçons tirées sur l'élaboration de l'approche de sauvegarde et les SIS d'échelle nationale
12.30	60		
13.30	20	5	Etude de cas : Expériences concernant l'élaboration de l'approche de sauvegarde nationale et les SIS en Nouvelle-Guinée Papoua
13.50	20	6	Expériences et leçons tirées sur les SIS de 15 pays participant à l'initiative REDD-plus SES
14.10	20	7	Ampleur des questions de genre dans le cadre des sauvegardes et SIS REDD-plus
14.30	20		Pause
14.50	60	8	Travaux de groupe : opportunités et étapes suivantes sur les SIS dans les pays du bassin du Congo : Eléments importants et recommandations
15.50	10	9	Conclusion
16.00			Clôture

U.S. Agency for International Development

1300 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20523

Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

www.usaid.gov